



LORS DE LA MANIFESTATION contre la loi sécurité globale, à Paris, le 5 décembre 2020, violences sur l'avenue Gambetta.

« *Les images violentes lancent un débat démocratique* »

Pour le politologue Emmanuel Taïeb, la guerre des images entre policiers et manifestants, encore vivace le 12 décembre dernier, interroge les contours que doit prendre l'usage de la force par l'État.

LA VIE. Ces dernières semaines, sans parler des images du passage à tabac du producteur de musique Michel Zecler, de nombreuses vidéos violentes ont été diffusées en lien avec les manifestations contre le projet de loi sur la sécurité globale. Qu'est-ce que cela vous inspire ? La société est-elle devenue plus agressive ?

EMMANUEL TAÏEB. Je ferai remarquer au préalable que bien d'autres clichés tirés de l'actualité ne sont pas ou jamais présentés, comme ceux de victimes

d'attentat, de cadavres... Nombre d'images de violence sont de fait absentes. Par exemple, l'explosion qui a frappé Beyrouth début août n'a pas donné lieu à la circulation de photos de corps ensanglantés. De façon générale, on est plus dans le « dire » que dans le « montrer », avec un risque : quand on ne voit pas la violence, cela la déréalise. C'est le propre des attentats, où les médias traditionnels font le choix d'occulter la réalité du drame. Dans le cas des manifestations, ce sont toujours le même genre d'images qui sont exposées :

casses, tabassage de manifestants ou violences policières. Ces images sont là pour faire « preuve », elles peuvent être d'ailleurs utilisées lors de procès. Elles alimentent aussi un jeu politique : elles viennent en appui d'un débat sur le racisme supposé et la violence dans la police, qui traverse aujourd'hui la société.

Comment expliquer la puissance de l'image ? L'écrit ne suffit-il pas ?

E.T. Ce n'est pas nouveau. Déjà au Moyen Âge, les querelles autour des iconoclastes faisaient rage. Dans le christianisme, les partisans des empereurs byzantins ont mené une rude guerre en faveur de l'anicanisme, c'est-à-dire contre les images représentant la divinité. Dans la religion musulmane, la représentation de Dieu est aussi interdite. L'image existante peut entraver l'image intérieure, simplifier ce qui peut apparaître comme plus complexe. Par exemple, bien souvent les photos de famille supplantent les souvenirs et la mémoire que l'on peut avoir de son enfance, elles font littéralement « écran ». Même si elle ne peut pas tout dire d'un événement et s'inscrire dans un contexte, l'image fixe un ressenti, une réalité et en ce sens possède un vrai pouvoir.

Quel rôle joue la technologie dans cette guerre d'images ?

E.T. Je préfère l'expression de concurrence des images entre policiers, manifestants et citoyens. En 1991, le tabassage de Rodney King par des policiers aux États-Unis a été filmé au Caméscope, qui devenait une première. Aujourd'hui, quel que soit son statut, chacun est désormais en mesure de filmer avec son téléphone ce qu'il voit pendant les cortèges ou lors d'une interpellation. On manifeste et on filme pour proposer en temps réel le cadrage médiatique. C'est le règne des images : les policiers pourraient être équipés de caméras-piétons, les nouveaux vidéastes amateurs attendent le scoop, et les manifestants filment la bavure policière pour prouver que les droits ne sont pas respectés. La vidéo accède au rang d'instrument au service de la démocratie. D'où la levée de boucliers à l'égard de l'article 24 de la loi sécurité globale (le Parlement doit le réécrire, NDLR). Parce qu'elles sont publiques, les interventions de la police doivent pouvoir être filmées.

Le passage en boucle de ces vidéos, notamment sur les chaînes d'info en continu, peuvent-elles contribuer à une banalisation de la violence ?

E.T. Ce n'est pas si sûr. Lors de la première diffusion d'images de violence se produit un effet de sidération. Puis l'impression de choc s'affaiblit, et d'autres images violentes viennent remplacer les premières et s'intercaler dans le flux continu de l'information. Les vidéos des attentats du 11-Septembre montrant



FABRICE SCHIFF

EMMANUEL TAÏEB est professeur des universités en sciences politiques à Sciences Po Lyon. L'impact des séries télévisées sur le champ politique, la médiatisation des images violentes, le poids des rumeurs dans l'espace public sont ses domaines de prédilection. Il a codirigé le livre *Séries politiques. Le pouvoir entre fiction et vérité* (De Boeck Supérieur).

les avions s'encastrant dans les tours jumelles restent spectaculaires, mais ne suscitent plus la même stupeur aujourd'hui.

À qui profitent ces flambées de violence ? Au Rassemblement national, au gouvernement ? Cela accroît-il le sentiment d'insécurité dans la société ?

E.T. Chaque partie prenante va s'approprier ces images selon sa perspective et les utiliser pour son combat politique. Du côté du pouvoir, qui a besoin de maintenir l'ordre, on va avoir tendance à fermer les yeux en cas d'excès des forces de police. Ce qui renforce l'impression de leur impunité. De son côté, l'extrême droite va signifier qu'il faut rétablir l'ordre. Pour l'ultra-gauche, ces images vont mettre en lumière les violences policières, l'écrasement de la contestation sociale et les cas de discriminations exercées contre les minorités ethniques. Elles viennent soutenir leur cause, soit la nécessité de désarmer la police, comme son homologue britannique. Bref, chaque groupe va exprimer son rapport à l'État dans ses fonctions régaliennes. Jusqu'où doit-il user de la force ? Où placer le curseur ? À quel moment cela déborde-t-il ? Ces images lancent et retranscrivent un débat démocratique. On admet que l'État détienne le monopole légitime de la violence, selon la célèbre maxime du sociologue Max Weber, mais le droit d'être tué ne fait pas partie du contrat social. Or les exemples commencent à s'accumuler : Rémi Fraisse à Sivens, Steve Maia Caniço tombé dans la Loire après une charge policière, Adama Traoré... Depuis les « gilets jaunes », l'inquiétude monte. Plus personne n'est à l'abri d'une bavure policière dans une manifestation. Ce débat d'époque traverse toutes les démocraties, et il n'est pas encore résolu. ➤

INTERVIEW PASCALE TOURNIER

« Le paradoxe du Smartphone » selon le sémiologue François Jost

« L'utilisation du Smartphone crée un paradoxe dans le rapport à l'image. En filmant avec son téléphone, on revendique une image objective, alors que l'image est reliée à un sujet qui bouge, à un vécu, ce qui la rend forcément subjective. Avec leurs longs plans séquences bruts, les "gilets jaunes" et les nouveaux vidéastes ont ainsi cru et croient présenter des images plus authentiques, moins susceptibles de manipulation. Le direct est survalorisé, avec l'idée qu'il n'y aurait pas de trucage, pas de montage, contrairement à ce que montrent les chaînes, avec des directs entrecoupés par des plateaux. Pourtant, ces prises de vues se prêtent à une certaine vision du monde qui part de l'individu et sont le prolongement de la main. Elles rendent sensibles la présence du corps, l'avancée dans le décor. Émanant des manifestants, ces images n'adoptent qu'un seul point de vue, celui des acteurs de la réalité. Finalement, les caméras de vidéosurveillance offrent moins de transformation intentionnelle. Et pour comprendre un événement, il faut articuler toutes ces images. Le travail des journalistes est plus que jamais nécessaire. D'une certaine manière, ce sont des documents témoignages à qui il manque des historiens. »

Médias : sortir de la haine, de François Jost, CNRS Éditions. ➔

Les photographes en première ligne face aux coups

Alors qu'ils sont pris en étau entre forces de l'ordre et militants, les photographes de presse sont parfois accusés d'entretenir le climat d'hostilité par des images trop sensationnelles.



SAMER AL-DOUMY / AFP

LE PHOTOGRAPHE AMEER AL-HALBI a été blessé lors de la Marche des libertés, le 28 novembre, à Paris.

C'est devenu un rituel. Après les grandes manifestations à Paris et dans d'autres grandes villes, des images violentes tournent en boucle dans la presse et sur les réseaux sociaux, provoquant bien des débats. La diffusion massive de ces images entretient-elle la violence ou correspond-elle à une réalité représentative ?

UNE DEMANDE DES MÉDIAS

Quand nous posons cette question à différents photographes de presse indépendants, ils constatent tous que la violence joue un rôle de plus en plus important dans leur métier. Elle correspond aussi à une demande accrue de médias qui poussent certains photographes à se concentrer d'abord sur des scènes de violence au détriment des mouvements sociaux. « Nous avons une responsabilité, car chaque photographe est maître de ses images. Il importe de travailler selon un code déontologique pour éviter des

dérives », souligne Sandra Fastré. Membre notamment du collectif Hans Lucas, elle a couvert la lutte sociale de Nuit Debout, chez les « gilets jaunes » ainsi que les manifestations contre la réforme des retraites à Toulouse. « J'ai un principe simple : si j'assiste à une manifestation qui se déroule essentiellement sans heurts, je me concentre sur ces manifestants pacifiques. Je ne vais pas d'abord chercher exprès une poubelle en feu, même si c'est spectaculaire. Je crois que la plupart des photographes professionnels travaillent ainsi. »

Mais elle dit aussi assister à une augmentation réelle des actes violents commis par les forces de l'ordre. Une violence souvent dirigée également contre... les photographes. Elle se dit victime « d'entraves et d'intimidations fréquentes » de la part de certains agents des forces de l'ordre. Elle a même été blessée à la main d'une façon gratuite par un CRS lors d'une manifestation à Toulouse. « J'ai parfois l'impression

que nous sommes autant ciblés que les manifestants. Chaque fois que j'allais suivre les "gilets jaunes", je portais la boule au ventre. Au bout d'un moment, j'ai même arrêté de les suivre, par peur d'être frappée. »

Même impression chez Hervé Lequeux, qui suit différents mouvements sociaux depuis 20 ans, notamment la mobilisation altermondialiste, parfois violente. « J'ai assisté à des heurts violents entre forces de l'ordre et black blocs, par exemple, qui étaient d'ailleurs plus nombreux qu'aujourd'hui, contrairement à ce que j'entends parfois. Mais lors des manifestations des "gilets jaunes" en France, en 2019, j'ai commencé à me protéger pour la première fois de ma vie, en portant systématiquement un masque. J'observe aussi que les forces de l'ordre sont beaucoup plus équipées qu'avant. »

LES CASSEURS SE FILMENT

Et parmi certains manifestants, l'augmentation de la violence semble également réelle et surtout plus anarchique, selon Hervé Lequeux. « Les images violentes peuvent galvaniser certains militants, c'est évident. Mais souvent, ils les produisent eux-mêmes. J'ai vu des casseurs se filmer en pillant des magasins... »

Théo Giacometti, photo journaliste basé à Marseille, croit à une augmentation de la violence des deux côtés. Un phénomène qu'il attribue en partie à l'utilisation des images spectaculaires. « Il y a une course aux images violentes – une "riot-porn" – qui me rend mal à l'aise. Les "gilets jaunes" ont compris le poids de ces images. Et j'ai vu certains d'entre eux poser devant des photographes tout en commettant des délits et en traitant les mêmes photographes de collabos ! Face à de telles mises en scène, nous devons clairement dire non en tant que professionnels. Mais cela n'empêchera pas ces militants de diffuser leurs images sur les réseaux sociaux. » **HENRIK LINDELL**